

# AMNESTY INTERNATIONAL

## Déclaration publique

Index AI : MDE 21/002/2007 (Public)  
Bulletin n° : 055  
19 mars 2007

### **Autorité palestinienne. Le nouveau gouvernement doit mettre fin à l'impunité pour les actes délictueux**

Amnesty International demande au nouveau gouvernement unitaire de l'Autorité palestinienne de mettre immédiatement fin à l'impunité et de renforcer la protection des droits humains dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

Le nouveau gouvernement doit prendre des mesures concrètes pour rétablir l'ordre et mettre fin aux affrontements entre factions politiques qui bouleversent la vie des Palestiniens habitant dans ces zones et exacerbent la crise humanitaire à laquelle ils sont déjà confrontés en raison des bouclages israéliens et du contrôle strict des déplacements. En particulier, les autorités devraient faire le nécessaire pour que les forces de sécurité n'enfreignent pas la loi, y compris pour des raisons partisans ; elles devraient également faire en sorte que les responsables d'attaques contre des civils, d'enlèvements et d'autres graves violations des droits humains soient identifiés, arrêtés et déferés à la justice pour être jugés, dans le respect des normes internationales d'équité des procès.

L'organisation a lancé cet appel à la suite de la tentative d'enlèvement d'un haut responsable des Nations unies par des hommes armés le 16 mars et de l'enlèvement le 12 mars d'un journaliste de la BBC qui travaillait dans la bande de Gaza. Alan Johnston, le journaliste, est toujours en otage, et la tentative d'enlèvement vendredi dernier de John Ging, directeur du bureau de Gaza de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, constitue quant à elle une attaque sans précédent de Palestiniens armés contre un haut responsable des Nations unies. Son véhicule a essuyé des tirs pendant la tentative d'enlèvement mais ni lui et ni ceux qui se trouvaient en sa compagnie n'ont été blessés.

Ces attaques font suite à des affrontements répétés ces derniers mois entre les forces de sécurité et les groupes politiques armés qui soutiennent le Fatah, dirigé par le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, et le Hamas, qui a formé le gouvernement de l'Autorité palestinienne après avoir gagné une majorité des sièges aux élections de janvier 2006. Plus de 90 personnes ont été tuées lors de tels affrontements au cours de l'année qui vient de s'écouler ; un grand nombre de ces personnes étaient des hommes armés mais certaines étaient des civils, voire des enfants. La violence continue, mais dans des proportions moindres, depuis que les deux parties au conflit ont conclu l'Accord de la Mecque sous les auspices de l'Arabie saoudite, le 8 février 2007. Cette signature a conduit à la formation, le 15 mars, d'un nouveau gouvernement d'unité nationale pour l'Autorité palestinienne, qui comprend des représentants du Fatah et du Hamas ainsi que d'autres personnes choisies pour leur indépendance et leurs compétences. La situation demeure cependant tendue et fragile : depuis l'enlèvement d'Alan Johnston le 12 mars, au moins quatre Palestiniens ont été tués, plusieurs ont été enlevés (la plupart pendant quelques heures) et une vingtaine ont été blessés lors d'affrontements et d'attaques armées dans la bande de Gaza. Des femmes et des enfants se trouvaient parmi les personnes blessées et tuées. Personne n'a été traduit en justice pour aucun des enlèvements ou homicides commis depuis un an.